



LA RESPONSABILITÉ FISCALE POUR LA RÉDUCTION DES INÉGALITÉS : À ÉGALITÉ !

Oxfam au Ghana – Une meilleure
gouvernance fiscale par le biais de la
citoyenneté active

Pôle de connaissance sur la
gouvernance et la citoyenneté



OXFAM

LA RESPONSABILITÉ FISCALE POUR LA RÉDUCTION DES INÉGALITÉS : À ÉGALITÉ !

OXFAM AU GHANA – UNE MEILLEURE GOUVERNANCE FISCALE PAR LE BIAIS DE LA CITOYENNETÉ ACTIVE

INTRODUCTION

Depuis la crise financière au Ghana en 2013 et 2014, après les élections générales de 2012, Oxfam au Ghana a mené des efforts de mobilisation des citoyens, de la société civile et des institutions internationales dans le but de stabiliser la gestion des finances publiques du pays. Oxfam, avec l'aide d'autres organisations de la société civile au Ghana, effectue un travail de plaidoyer continu en faveur d'un système de gestion des finances publiques transparent, pour lequel l'État est tenu de rendre des comptes et qui participe à la lutte contre les inégalités dans le pays. En raison de l'absence de loi sur le droit à l'information et de rumeurs de cas de corruption impliquant des fonds publics, les niveaux de transparence et de redevabilité au sein du gouvernement étaient faibles. Les institutions en place devraient être en mesure de superviser le budget, mais elles manquent d'indépendance et de pouvoir. Depuis 2015, Oxfam cherche à influencer les institutions financières internationales et le gouvernement ghanéen, en mettant l'accent sur la mobilisation citoyenne. Cette étude de cas décrit la stratégie utilisée par Oxfam pour influencer le système de gestion des finances publiques du Ghana à différents niveaux, par la mobilisation des citoyen-ne-s au niveau local et par le biais d'un travail d'influence au sein des institutions financières internationales.

INFLUENCER À DIFFÉRENTS NIVEAUX POUR TRANSFORMER LA GESTION DES FINANCES PUBLIQUES DU GOUVERNEMENT

À partir d'une évaluation de l'état de la gestion des finances publiques au Ghana, Oxfam a créé une stratégie visant à obtenir les réformes économiques nécessaires pour inverser la tendance de la crise économique, de réduire les inégalités et la pauvreté et de mettre les finances publiques du Ghana à nouveau au service de ses citoyen-ne-s. Après avoir constaté que le système et le programme du gouvernement en matière de fiscalité étaient soutenus et promus par des bailleurs de fond et des institutions financières internationales influents, Oxfam a commencé par encourager ces acteurs à faire pression sur le gouvernement ghanéen de l'extérieur pour qu'il adapte sa politique. Une coalition nationale d'acteurs de la société civile a été créée pour promouvoir une transformation du système de finances publiques du Ghana, afin de faire pression sur le gouvernement de façon ascendante et descendante.

Le Fonds monétaire international (FMI) et la Banque mondiale étaient des cibles clé de ce travail de plaidoyer portant sur le système de gestion des finances publiques du Ghana. Pour maximiser son impact et élargir sa base de

soutien, Oxfam a travaillé en partenariat avec plusieurs organisations de la société civile et des institutions, dont des *think tanks*, des mouvements de défense des droits des femmes et des organisations de jeunes, des universitaires et des leaders religieux et traditionnels¹. En se rassemblant, ces organisations et groupes ont mis en commun leurs expériences variées en termes de fiscalité, de politiques publiques, de dépenses publiques, d'inégalités entre les femmes et les hommes et de mobilisation citoyenne. En même temps, ce rassemblement a élargi les soutiens de la coalition, et construit un réseau solide à l'échelle nationale et locale. La coalition a mis en place une argumentation économique actualisée pour le travail d'influence et s'est dotée des compétences nécessaires pour adopter le jargon technique de ces institutions financières internationales.

Cette plate-forme de collaboration est connue sous le nom de « Civil Society Platform on the IMF Bailout » (plate-forme de la société civile pour un plan social du FMI)². Elle s'est ajoutée aux moyens sur lesquels la société civile ghanéenne peut s'appuyer pour faire entendre ses inquiétudes et demander des transformations du système de gestion des finances publiques du pays au FMI. Lors des négociations entre le gouvernement ghanéen et le FMI, notamment, la plate-forme a formulé quelques recommandations spécifiques, concernant le renforcement de la discipline fiscale, de la redevabilité et de la transparence des institutions publiques et des entreprises, la mise en parallèle des concepts de stabilisation et de transformation économique et la promotion de dépenses dans les services essentiels favorisant les personnes dans le besoin et le développement du pays. La mise en place de ces mesures permettrait de réduire fortement les inégalités au Ghana.

Les membres de la plate-forme ne se sont pas contentés de transmettre leurs recommandations et demandes au FMI. Par le biais du « Fiscal Recklessness Index » (indice d'imprudence financière), ils ont également travaillé à informer les citoyen-ne-s du « gaspillage de fonds publics » résultant du manque de discipline fiscale du pays, de la corruption et d'un manque de transparence et de redevabilité³. En expliquant aux citoyen-ne-s ghanéen-ne-s que le budget public du pays pouvait suffire à financer des services publics de qualité, comme l'éducation et la santé, et à mettre en œuvre des programmes de soutien à l'agriculture paysanne et familiale, la coalition a pu montrer aux ghanéen-ne-s que des changements étaient nécessaires.

Le travail d'influence du FMI et d'autres institutions financières internationales a été effectué dans le contexte des élections présidentielles ghanéennes de 2016. En se basant sur les analyses et recommandations sur le système

de gestion des finances publiques, Oxfam a suggéré les questions d'inégalité et le manque de transparence et de redevabilité comme des thèmes à débattre lors des élections. Dans la publication *Citizens Decide*, avec l'aide de **Muse Africa**, du Rave Media Group et de **Friends of the Nation** Oxfam s'est fixé pour objectif principal de mobiliser les jeunes ghanéen-ne-s, pour les encourager à s'impliquer dans les élections de 2016.

Les jeunes de 18 à 35 ans représentent près de la moitié des électeurs inscrits au Ghana. Avec cette statistique à l'esprit, Oxfam a réalisé que les jeunes ghanéen-ne-s pouvaient constituer une force incroyable capable d'influencer le/la futur-e président-e du pays et les nouveaux et nouvelles parlementaires, qui décident comment faire évoluer le système de gestion des finances publiques du pays. L'objectif de la campagne *Citizens Decide* était de faire comprendre aux jeunes qu'elles/ils ont le pouvoir d'influencer les résultats des élections et le futur du Ghana.

La musique et la culture musicale populaire a été un point de départ favorisant la mobilisation des jeunes ghanéen-ne-s. La musique urbaine, le style de vie et les divertissements sont ce qui permet aux jeunes de définir leur génération et de tisser des liens sur le plan culturel dans tout le pays. Avec **Muse Africa**, **Friends of the Nation**, et le Rave Media Group, Oxfam a mobilisé les jeunes par le biais d'événements, de plates-formes en ligne, des réseaux

sociaux et de programmes télévisés. La première initiative de la campagne consistait à pousser les jeunes à s'inscrire sur les listes électorales, mais surtout à aller voter lors des élections de 2016. Oxfam a ensuite développé un programme centré sur la résolution des problèmes à combattre, afin d'éduquer, d'informer et d'encourager les citoyen-ne-s à voter pour un gouvernement qui utiliserait les fonds publics efficacement dans le but de réduire les inégalités et de fournir des services publics de santé et d'éducation de qualité.

Oxfam et Muse ont organisé une série de débats télévisés avec des représentants locaux et des discussions de groupe dans des villes de tout le pays pour aider les jeunes à entrer en contact avec des représentant-e-s politiques de divers partis, ainsi que de jeunes candidat-e-s au parlement. Des musicien-ne-s ghanéen-ne-s et d'autres célébrités ont fait part de leurs expériences personnelles de services publics spécifiques et de leurs opinions sur des problèmes concernant l'éducation, la santé et la création d'emplois au Ghana, en déclarant que cela les avait poussé-e-s à agir et voter. Ces musicien-ne-s, bloggeurs/bloggeuses, jeunes chef-fes d'entreprises, jeunes citoyen-ne-s et représentant-e-s politiques ont généré un débat informé sur le futur du Ghana et l'utilisation efficace des fonds publics dans le but de réduire les inégalités et de fournir des services d'éducation et de santé de qualité et de



LA RESPONSABILITÉ FISCALE POUR LA RÉDUCTION DES INÉGALITÉS : À ÉGALITÉ !

OXFAM AU GHANA – UNE MEILLEURE GOUVERNANCE FISCALE PAR LE BIAIS DE LA CITOYENNETÉ ACTIVE

créer des opportunités professionnelles pour les jeunes. Toutes ces demandes ont été rassemblées dans le Manifeste des citoyen-ne-s, pour exercer la pression citoyenne nécessaire sur le gouvernement du Ghana afin qu'il prenne des mesures pour résoudre ces problèmes.

Le manifeste appelle les représentant-e-s qui ciblent le vote des jeunes à aborder les problèmes qui touchent le plus les jeunes ghanéen-ne-s. Pour que les jeunes s'engagent sur le long terme, les responsables du manifeste effectuent un suivi des promesses de ces femmes et hommes politiques et des comptes sont demandés aux fonctionnaires concernés pour vérifier que des progrès ont lieu. Ces progrès sont communiqués à la télévision, pour les porter à la connaissance du plus grand nombre. En juillet 2018, les membres de la campagne ont publié une évaluation des engagements et propositions clés du gouvernement du Nouveau parti patriotique (NPP) sur les mesures en matière de transparence et de redevabilité fiscale. Le suivi de ces promesses se fait également en ligne, grâce au hashtag #KeepThePromise qui envoie des messages de rappel aux comptes Twitter du président, du vice-président et de ministres actuels.

Quels facteurs expliquent le succès de cette approche du travail d'influence ?

Deux facteurs jouent un rôle essentiel dans le succès de cette approche du travail d'influence sur le système de gestion des finances publiques du Ghana. D'abord, la formulation de recommandations au gouvernement par divers canaux a réellement renforcé notre message et il est de ce fait plus difficile pour le gouvernement d'ignorer les demandes de ses citoyen-ne-s. En faisant pression au niveau international grâce à la plate-forme, au niveau national avec la vaste coalition d'acteurs de la société civile et au niveau citoyen en portant la voix des jeunes, notre programme de transformation de la gestion des finances publiques visant à réduire les inégalités ne pouvait être ignoré par le pouvoir en place. Donner une couverture internationale aux problèmes que rencontrent au quotidien les Ghanéen-ne-s et faire réaliser aux citoyen-ne-s que les inégalités ne sont pas une fatalité a encouragé le gouvernement ghanéen à renforcer la transparence et la redevabilité de son système de finances publiques. Cette approche a également renforcé les liens entre les Ghanéen-ne-s, leur gouvernement et les institutions financières internationales.

Ensuite, cette approche du travail d'influence a été synonyme de rassemblement entre divers types d'organisations, en dehors de nos partenaires de la société

civile traditionnels. En collaborant avec de grands noms de la musique et du secteur du divertissement, Oxfam et Friends of the Nation sont parvenus à s'adresser à un public différent, plus varié et plus vaste. En utilisant tout d'abord les intérêts des jeunes et les liens qui les rapprochent pour ensuite encourager des musicien-ne-s et des personnalités importantes du show business à engager la conversation avec les jeunes sur leur vision du futur du pays, notre approche a aidé des jeunes à comprendre comment leurs opinions, leurs demandes et leurs souhaits pouvaient compter pendant et après les élections présidentielles.

PROMOTION D'UNE CITOYENNETÉ ACTIVE GRÂCE À LA REDEVABILITÉ SOCIALE LOCALE

Lorsqu'elles sont bien organisées, les initiatives de redevabilité sociale (relation entre un gouvernement et ses citoyen-ne-s) peuvent forcer le gouvernement à davantage rendre des comptes aux citoyen-ne-s et renforcer la compréhension et la mobilisation de ceux-ci dans la gouvernance locale. L'équité et l'inclusion sont essentielles au travail de redevabilité sociale d'Oxfam et de ses partenaires au Ghana, car elles encouragent les citoyen-ne-s à s'impliquer activement dans le développement de leur propre communauté.

Avec l'assemblée du **district de Shama** du Ghana, **Friends of the Nation** et Oxfam ont montré le potentiel réel de la redevabilité sociale. Le district de Shama a aidé le gouvernement local à devenir une entité représentative plus ouverte, inclusive et transparente, moins bureaucratique. En travaillant davantage avec ses citoyen-ne-s, il a amélioré la gouvernance. Cette approche porte maintenant le nom de modèle Shama. Le modèle Shama repose sur les quatre piliers de la redevabilité sociale : la participation, la transparence, le suivi/audit social et les mécanismes de retours. En n'ignorant aucun de ces piliers, le modèle a permis de développer un plan à moyen terme, de mettre à profit des tableaux de bord de redevabilité et d'organiser des forums citoyens annuels.

Le plan à moyen terme du gouvernement du district de Shama gardait la participation citoyenne comme ligne directrice. Les diverses étapes du développement du plan ont stimulé la citoyenneté active. Tout d'abord, les besoins ont été évalués au moyen de visites à 34 communautés, auxquelles 1 500 personnes ont activement participé. Pendant ces visites, des priorités de développement ont été rassemblées auprès des jeunes, des femmes et des hommes séparément, pour veiller à ce que chacun et chacune puisse parler librement et être entendu-e. Grâce à son expérience, l'équipe savait que, lorsqu'on interroge les femmes



séparément des hommes au sujet des priorités dans leur communauté, elles s'expriment plus librement et évoquent des priorités différentes de celles des hommes. Une fois une liste de priorités créée et présentée à l'assemblée, les citoyens ont pu voter pour déterminer l'importance de ces priorités. Cela a permis de créer une liste de priorités de développement essentielles reflétant les besoins de toute l'assemblée, pour chaque communauté. Pour beaucoup de citoyen-ne-s, c'était la première fois qu'elles/ils participaient à un processus de ce type. Beaucoup réalisaient qu'ils étaient des parties prenantes importantes des plans de dépenses publiques du gouvernement.

Une fois toutes les priorités répertoriées, des plans de développement tenant compte des besoins les plus urgents de la communauté ont été créés. Pour assurer la transparence du processus, ces plans de développement ont été communiqués aux citoyen-ne-s lors d'audiences publiques. Ces audiences aidaient à diffuser des informations sur les plans et offraient aux personnes qui y assistaient l'opportunité de partager des informations, de réfléchir et de donner leur avis. La prise en compte des informations ressorties des évaluations des besoins par l'administration locale renforce la relation de confiance entre les citoyen-ne-s et leur gouvernement. En plus de

cela, les plans de développement du gouvernement montrent aux citoyens comment les recettes fiscales du district sont dépensées. Après les audiences publiques, le plan à moyen terme a été validé et adopté en décembre 2014. Le processus de création du plan a pris un an en tout.

« Le forum nous a informé-e-s sur la manière dont nos impôts sont utilisés pour satisfaire nos besoins et ambitions. Il est important que les fonctionnaires rendent régulièrement des comptes sur leurs activités de gestion. »
Aba Quansah, pêcheur local à Shama⁴.

Le Forum des citoyen-ne-s est devenu le mécanisme de retours principal entre l'administration locale et les citoyen-ne-s. Après la mise en œuvre du plan à moyen terme, les interactions entre ceux-ci via le Forum des citoyen-ne-s se sont poursuivies. Chaque année, l'assemblée du district organise un Forum des citoyen-ne-s au cours duquel les citoyen-ne-s et l'assemblée discutent des besoins actuels de développement et des progrès obtenus dans le cadre du plan à moyen terme. Pour plus de transparence et de redevabilité, avant un forum, des affiches sont éparpillées dans la communauté afin que les citoyen-ne-s soient informé-e-s des projets en cours que l'assemblée a financés. Ces affiches présentent les projets, leurs objectifs et la quantité de



LA RESPONSABILITÉ FISCALE POUR LA RÉDUCTION DES INÉGALITÉS : À ÉGALITÉ !

OXFAM AU GHANA – UNE MEILLEURE GOUVERNANCE FISCALE PAR LE BIAIS DE LA CITOYENNETÉ ACTIVE

financement affectée à chaque projet. Environ 300 personnes ont participé à chaque Forum. Pour celles et ceux qui ne pouvaient pas s'y rendre, ils étaient diffusés en direct à la radio locale. Il s'agit là d'un exemple parlant de promotion d'un dialogue ouvert entre citoyen-ne-s et gouvernement. L'assemblée métropolitaine informait les communautés des progrès accomplis et abordait les défis qui se présentaient dans le cadre des projets. Les Forums citoyen-ne-s étaient un mécanisme essentiel pour promouvoir la redevabilité sociale du district.

Quels facteurs expliquent le succès du modèle Shama ?

Deux facteurs expliquent le succès de ce modèle. D'abord, le modèle a montré l'efficacité d'une approche réellement participative. Demander aux citoyens de fournir des informations et de formuler leurs retours afin de développer les plans du district n'est pas une simple formalité. Cela permet au district de véritablement appliquer les plans de développement concertés. La mise en place d'un système d'information complet des citoyen-ne-s a fait ses preuves : les divers projets ont remporté leur soutien. Elles/ils paient également plus volontiers leurs impôts, car elles/ils en remarquent les avantages pour leur communauté. Le modèle Shama montre qu'avec une participation active des citoyen-ne-s, il est possible de façonner le développement d'une communauté entière.

« Faire preuve de redevabilité envers les citoyen-ne-s les motive à payer leurs impôts, à contribuer à la mobilisation des recettes et à participer activement au processus de prise de décisions. » Vincent Mwauli Wordi, analyste budgétaire de l'assemblée métropolitaine de Shama⁵.

Le Forum des citoyen-ne-s est devenu le mécanisme de retours principal entre l'administration locale et les citoyen-ne-s. Après la mise en œuvre du plan à moyen terme, les interactions entre ceux-ci via le Forum des citoyen-ne-s se sont poursuivies. Chaque année, l'assemblée du district organise un Forum des citoyen-ne-s au cours duquel les citoyen-ne-s et l'assemblée discutent des besoins actuels de développement et des progrès obtenus dans le cadre du plan à moyen terme. Pour plus de transparence et de redevabilité, avant un forum, des affiches sont éparpillées dans la communauté afin que les citoyen-ne-s soient informé-e-s des projets en cours que l'assemblée a financés. Ces affiches présentent les projets, leurs objectifs et la quantité de financement affectée à chaque projet. Environ 300 personnes ont participé à chaque Forum. Pour celles et ceux qui ne pouvaient pas s'y rendre, ils étaient diffusés

en direct à la radio locale. Il s'agit là d'un exemple parlant de promotion d'un dialogue ouvert entre citoyen-ne-s et gouvernement. L'assemblée métropolitaine informait les communautés des progrès accomplis et abordait les défis qui se présentaient dans le cadre des projets. Les Forums citoyen-ne-s étaient un mécanisme essentiel pour promouvoir la redevabilité sociale du district.

RÉSULTATS ET IMPACT

En août 2016, un nouveau projet de loi sur la gestion des finances publiques a été approuvé au Ghana. Il portait sur le renforcement de la transparence et de la redevabilité du système. Le gouvernement nouvellement élu a approuvé un projet de loi sur l'exploration et la production pétrolières dont on parlait depuis cinq ans et qui comptait des dispositions sur la transparence et la redevabilité. Il incluait également des règles et réglementations permettant de sanctionner les fonctionnaires publics corrompus, introduisait un processus d'appel à la concurrence pour les blocs d'exploration pétrolière et obligeait les entreprises à divulguer leurs bénéficiaires effectifs. Le gouvernement s'est également engagé à faire passer la loi sur la liberté d'information et une nouvelle loi sur la gestion des recettes minières, qui facilitera le suivi du transfert de fonds du secteur minier pour le développement social et la croissance économique locale. Le débat concernant cette loi au parlement est prévu pour début 2019. Bien que le gouvernement ait promis des efforts en termes de transparence et de redevabilité, en réalité, le projet de loi sur l'information a été amendé et son approbation a constamment été reportée au cours des 19 dernières années. La société civile doit surveiller continuellement les débats parlementaires pour aboutir à la promulgation de ces lois.

La plate-forme de la société civile pour un plan social du FMI a été renommée **Economic Governance Platform**. Cette nouvelle formule permet aux organisations de la société civile de travailler plus largement sur les problèmes de gouvernance économique au Ghana, ce qui implique des efforts en termes de gestion des dépenses publiques et de lutte anticorruption. Cette plate-forme, qui s'articulait auparavant autour d'une problématique unique, s'est donc transformée en une structure permanente à travers laquelle la société civile peut mettre en œuvre ses efforts d'influence et de plaidoyer en direction du gouvernement.

En tenant compte des recommandations de la société civile concernant le mécanisme élargi de crédit du FMI et des engagements et propositions du NPP en matière de mesures de transparence et de redevabilité fiscale, le gouvernement a promulgué la loi sur la responsabilité



fiscale de 2018 (loi 982), puis établi deux conseils consultatifs, l'un sur la responsabilité fiscale et l'autre sur la stabilité financière, afin de prévenir plus facilement l'imprudence fiscale au sein du système de gestion des finances publiques au Ghana. Ces conseils indépendants ont la mission de formuler des recommandations sur la responsabilité fiscale et d'assurer la stabilité du système financier dans tous les sous-secteurs. Le respect de cette promesse de campagne couronne une nouvelle fois de succès le travail de plaidoyer de la campagne *Citizens Decide* initiée lors des élections de 2016 au Ghana.

Au niveau de l'administration locale, le modèle Shama a fait ses preuves : il a eu des effets positifs sur la participation des citoyen-ne-s dans les processus de gouvernance et a renforcé l'impact de l'assemblée métropolitaine sur le développement local. Ces résultats sont cruciaux, surtout lorsqu'on sait que le district de Shama est situé dans la région ouest du Ghana, aux ressources pétrolières abondantes, où il est urgent de mettre ces richesses pétrolières au service du développement économique et social de la région. Grâce à l'aide d'Oxfam et de Friends of the Nation, la transparence et

la redevabilité de la gouvernance des ressources publiques ont augmenté et les processus de planification du développement sont devenus plus inclusifs.

Le modèle Shama montre qu'une transparence accrue de l'administration locale, associée à des opportunités de participation à la création des plans de développement et la possibilité de demander des comptes au gouvernement pour les citoyen-ne-s, renforce les liens entre les citoyen-ne-s et l'État et, dans ce cas précis, augmente les recettes fiscales. Les rentrées d'impôts locaux ont augmenté de 20 à 30 % par an en moyenne au cours des quatre dernières années. L'assemblée a reconnu le rôle d'Oxfam et de Friends of the Nation dans l'ouverture d'un dialogue entre les citoyen-ne-s et l'État et la hausse des recettes fiscales, attribuée à l'application du modèle Shama. Celui-ci a été partagé avec d'autres acteurs de la communauté du développement et de la gouvernance. D'autres districts de l'Est du Ghana ont aussi adopté cette approche, qui a également suscité l'intérêt des administrations locales et de la société civile au Cambodge, au Timor-Leste, en Tanzanie, en Zambie, au Kenya, en Mozambique et au Zimbabwe.

QUE NOUS A APPRIS CE TRAVAIL ?

- Faire l'effort d'analyser les intérêts des jeunes, les thèmes qui leur tiennent à cœur et quels artistes les influencent nous a aidés à créer des liens avec cette génération. En invitant des personnalités influentes de la pop culture à échanger sur les thèmes de la redevabilité et de la gestion des finances publiques, nous avons pu mobiliser les jeunes et les intégrer au débat. Il s'agit d'un élément essentiel de notre action qui, en permettant à une nouvelle génération de citoyen-ne-s actifs/ves de s'engager au Ghana, commence à porter ses fruits.
- Les citoyen-ne-s ghanéen-ne-s sont le point central des approches locale et nationale de la gouvernance. Ce sont elles et eux qui s'expriment, exigent plus de redevabilité de la part du gouvernement et participent au développement de leurs communautés. En organisant et en mettant en place des plates-formes de dialogue entre les citoyen-ne-s, mais aussi entre les citoyen-ne-s et le gouvernement, Oxfam les aide à faire entendre leur voix. La citoyenneté active est au cœur de cette approche.
- Établir un ensemble varié de partenariats stratégiques mêlant des organisations de la société civile, des *think tanks* et des mouvements populaires a eu pour effet de favoriser la redevabilité au Ghana. En nous exprimant d'une seule voix, nous avons rassemblé l'énergie et l'agilité nécessaires pour alimenter un dialogue durable avec les citoyen-ne-s et le gouvernement. De cette manière, nous pourrions mener un combat continu pour plus de redevabilité.
- Nous utilisons les institutions internationales et les espaces d'influence internationaux comme des armes stratégiques pour exercer des pressions à divers niveaux afin de pousser le gouvernement national à être plus redevable. Le travail d'influence sur le FMI et la Banque mondiale dans le cadre d'une campagne menée par la société civile dans divers secteurs de la société pour promouvoir la redevabilité, si les citoyen-ne-s sont directement représentés, peut donner lieu à des réformes et encourager la responsabilité fiscale au niveau national.

© Oxfam International, mars 2019

Pour de plus amples informations, contacter l'auteur :

ROSELIE SCHONEWILLE

Roselie.Schonewille@oxfamnovib.nl

Responsable Connaissance et Apprentissage F.A.I.R. Pôle de connaissance sur la gouvernance et la citoyenneté

À PROPOS DE CETTE ÉTUDE DE CAS

Cette étude de cas a été rédigée grâce aux contributions d'Abdulkarim Mohammed et Mohammed-Anwar Sadat Adam, qui ont dirigé le travail d'Oxfam au Ghana.

Cette étude de cas s'intègre au travail sur la justice fiscale d'Oxfam. Cette série est la suite du rapport **Global Track Record on Fiscal Justice** d'Oxfam (2016) et fournit une mise à jour du travail d'Oxfam et de ses partenaires en matière de justice fiscale et d'inégalités dans les pays sélectionnés. Le programme F.A.I.R.-À égalité d'Oxfam vise à donner l'opportunité aux citoyen-ne-s de résorber les inégalités de pouvoir et d'influence, pour rendre les systèmes fiscaux plus progressifs et amener les gouvernements à mettre en œuvre des politiques sur les impôts et les dépenses qui bénéficient à tous, et pas seulement aux élites. Le **programme F.A.I.R.- À égalité** regroupe le travail d'Oxfam et de ses partenaires dans plus de 40 pays.

Au Ghana, ce travail est soutenu par Oxfam Amérique.

NOTES

- ¹ Parmi ces organisations, on trouve, entre autres, Financial Accountability and Transparency (FAT) Africa, Imani Africa, Centre for Policy Analysis, Ghana Anti-Corruption Coalition, SEND Ghana, Center for Democratic Development-Ghana, Ghana Integrity Initiative, African Center for Parliamentary Affairs, Penplusbytes, Integrated Social Development Center, Civil Society Platform on Sustainable Development Goals, Oxfam au Ghana, Occupy Ghana et Institute for Fiscal Studies.
- ² Depuis, la plate-forme est devenue l'« Economic Governance Platform » (plate-forme de gouvernance économique), et elle se concentre davantage sur les problèmes de gouvernance économique, qui incluent la gestion des finances publiques et la lutte anticorruption.
- ³ Ntim et Boahen (2016). Imani's Fiscal Recklessness Index: Rankings of Financial Irregularities for MDAs, Boards of Public Cooperations, Polytechnics and Pre-University Institutions. Disponible en ligne : <http://www.imaniafrica.org/wp-content/uploads/2016/08/IMANIFiscalRecklessnessReportVersion2.5.pdf>
- ⁴ Oxfam Amérique (2016). Blog : <https://politicsofpoverty.oxfamamerica.org/2016/02/in-ghana-citizens-are-leading-the-charge-on-government-accountability/>
- ⁵ Oxfam Amérique (2016). Blog : <https://politicsofpoverty.oxfamamerica.org/2016/02/in-ghana-citizens-are-leading-the-charge-on-government-accountability/>

PHOTOS

Page 1 : Un panneau d'information sur la redevabilité dans le district de Shama montre les recettes et les dépenses liées aux projets en cours. Photo : Kwesi Amoak

Page 3 : Sessions télévisées dans la mairie et discussions de panel dans des villes du Ghana organisées par Oxfam et Muse. Photo : Muse Africa

Page 5 : Rencontre entre des jeunes et le candidat à la présidence (Ivor Greenstreet) du Convention People's Party. Photo: Muse Africa



OXFAM